

Arrêt

n° 338 392 du 22 décembre 2025
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître B. BRIJS
Rue de Moscou, 2
1060 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 février 2025, par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, tendant à la suspension et l'annulation d'une décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et d'un ordre de quitter le territoire, pris le 6 décembre 2024.

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 10 février 2025 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 16 septembre 2025 convoquant les parties à l'audience du 29 octobre 2025.

Entendu, en son rapport, S. GOBERT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me R. BALLOU *loco* Me B. BRIJS, avocate, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS *loco* S. ARKOULIS, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1 Le 17 avril 2009, la partie requérante a introduit une première demande de protection internationale, auprès des autorités belges. Cette procédure s'est clôturée, le 31 mai 2012, par l'arrêt n° 82 074, par lequel le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) a refusé de lui reconnaître le statut de réfugiée et de lui accorder le statut de protection subsidiaire.

1.2 Le 30 novembre 2009, la partie requérante a introduit une première demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Le 19 juillet 2012, la partie requérante a complété cette demande d'autorisation de séjour.

1.3 Le 28 août 2012, la partie requérante a introduit une seconde demande de protection internationale, auprès des autorités belges. Cette procédure s'est clôturée le 2 avril 2013, par l'arrêt n° 100 354, par lequel le Conseil a refusé de lui reconnaître le statut de réfugiée et de lui accorder le statut de protection subsidiaire.

1.4 Le 18 juin 2013, la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande visée au point 1.2.

1.5 Le 20 juin 2013, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire - demandeur d'asile (annexe 13^{quinièmes}) à l'encontre de la partie requérante.

1.6 Le 19 septembre 2014, la partie requérante a introduit une première demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en qualité de partenaire non marié de Belge.

Le 17 mars 2015, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, à son encontre.

1.7 Le 10 novembre 2015, la partie requérante a introduit une seconde demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en faisant valoir la même qualité de partenaire non marié de Belge.

Le 28 avril 2016, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, à son encontre.

1.8 Le 15 juillet 2016, le Conseil a, par deux arrêts distincts, rejeté les recours introduits respectivement, à l'encontre des décisions, visées aux points 1.4 et 1.6 (arrêts n° 171 943 et 171 944).

1.9 Le 29 octobre 2021, la partie requérante a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Par un courriel envoyé le 9 février 2022, la partie requérante a complété cette demande.

1.10 Le 21 juin 2023, la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande, visée au point 1.9 et a pris un ordre de quitter le territoire, à l'encontre de la partie requérante.

Par un arrêt n° 315 028 du 17 octobre 2024, le Conseil a annulé ces décisions.

1.11 Par un courriel envoyé le 21 novembre 2024, la partie requérante a complété la demande visée au point 1.9.

1.12 Le 6 décembre 2024, la partie défenderesse a, à nouveau, déclaré irrecevable la demande, visée au point 1.9 et a pris un nouvel ordre de quitter le territoire à l'encontre de la partie requérante. Ces décisions qui lui ont été notifiées le 14 janvier 2025, constituent les décisions attaquées et sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision déclarant irrecevable une demande d'autorisation de séjour (ci-après : la première décision attaquée)

« Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. »

[La partie requérante] invoque d'abord comme circonstance exceptionnelle la longueur de son séjour sur le territoire belge, le fait qu'[elle] a quitté son pays d'origine, la Guinée, il y a plus de 12 ans et que, malgré son parcours tumultueux dans le Royaume, [elle] n'a jamais quitté le territoire. [Elle] fait également appel à son intégration socio-économique et affectifs [sic] en tant que circonstances exceptionnelles. Très vite, à son arrivée en Belgique, [la partie requérante] estime qu'[elle] a entamé son processus personnel d'intégration. [Elle] avance qu'[elle] a entre autres participé à un cours d'orientation sociale du 11.01.2010 au 09.02.2010 et qu'[elle] a suivi des cours de néerlandais. Alors qu'[elle] se trouvait successivement engagé[e] dans plusieurs procédures d'asile et donc autorisé[e] au séjour, [elle] a été autorisé[e] à travailler et a ainsi entamé, en juillet 2011, une occupation professionnelle au sein de la société '[...] SA' auprès de laquelle [elle] a eu un contrat de travail à durée indéterminée, conclu le 28.08.2011. [Elle] joint à sa demande des documents qui prouvent que cette relation professionnelle est toujours actuellement engagée. En raison de son travail, [elle] a en outre payé ses impôts plusieurs années. [Elle] a de plus tissé de nombreux liens sociaux, les nombreux témoignages joints à sa demande en attestent. [Elle] prouve avec ceux-ci qu'[elle] a développé en Belgique un ancrage sociale durable. Cependant, s'agissant de la longueur du séjour [de la

partie requérante] en Belgique et de sa bonne intégration dans notre Royaume, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que ces éléments sont autant de renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté [de la partie requérante] de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer temporairement dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour (CCE, arrêt n°313.348 du 24.09.2024). En effet, un séjour prolongé en Belgique ne fait nullement obstacle à un retour temporaire [de la partie requérante] au pays d'origine ou de résidence à l'étranger. Et, le fait d'avoir développé des attaches sociales durables sur le territoire belge est la situation normale de toute personne dont le séjour dans un pays s'est prolongé, et ne présente aucunement [sic] un caractère exceptionnel. Les éléments invoqués par [la partie requérante] n'empêchent donc nullement ou ne rendent pas particulièrement difficile un retour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger pour y solliciter l'autorisation de séjour requise. Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume belge, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (CE, arrêt n°100.223 du 24.10.2001). Le Conseil du Contentieux rappelle par ailleurs qu'il a déjà été jugé que « ni une bonne intégration en Belgique, ni la longueur du séjour du requérant, ne constituent, à elles seules, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, dans la mesure où la partie requérante reste en défaut de démontrer in concreto en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise » (CCE, arrêt n°312.831 du 12.09.2024). D'autre part, le Conseil d'Etat a déjà jugé qu'« il est de jurisprudence que le long séjour et l'intégration en Belgique sont des motifs de fond et ne sont pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine pour y introduire la demande d'autorisation; que ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. » (CE, arrêt n°177.189 du 26.11.2007). Ce principe, par définition, reste valable quelle que soit la durée de séjour de [la partie requérante]. Compte tenu des éléments développés ci-avant, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie, [la partie requérante] ne démontrant pas à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner temporairement au pays d'origine ou de résidence à l'étranger afin d'y lever l'autorisation de séjour requise.

Ensuite, à l'appui de la présente demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, [la partie requérante] invoque comme circonstances exceptionnelles, le respect de son droit à la vie privée et familiale tel que prévu par l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (ci-après nommée « CEDH ») et par l'article 22 de la Constitution. [Elle] explique aussi que la vie privée recouvre non seulement l'ensemble des liens sociaux et affectifs durables et significatifs, mais également la sphère purement personnelle avec la vie professionnelle et le sentiment d'appartenance aux divers lieux fréquentés pendant un certain temps. Cependant, ces éléments ne peuvent constituer une circonstance exceptionnelle car la partie requérante reste en défaut d'exposer en quoi l'obligation, pour la partie requérante, de rentrer dans son pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations requises, serait disproportionnée, alors que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises. Il en résulte que cet accomplissement n'est pas contraire à l'article 8 CEDH puisque le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que : « dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose à la requérante qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de leur milieu belge, tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois de sorte que ce retour ne peut être considéré comme une ingérence disproportionnée dans le droit au respect de la vie privée et familiale. » (CCE, arrêt n°281.048 du 28.11.2022). « En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (CCE, arrêt n°201.666 du 26.03.2018). « En tout état de cause, le Conseil observe qu'au demeurant, l'existence de « liens sociaux » tissés dans le cadre d'une situation irrégulière, de sorte que [la partie requérante] ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait, ne peuvent suffire à établir l'existence d'une vie privée, au sens de l'article 8 CEDH, en Belgique. Dès lors que la partie défenderesse n'a aucune obligation de respecter le choix d'un étranger de s'établir en Belgique, l'écoulement du temps et l'établissement des liens sociaux d'ordre généraux ne peuvent fonder un droit de celui-ci à obtenir l'autorisation de séjourner en Belgique. » (CCE, arrêt n°275.476 du 27.07.2022). Enfin, le Conseil du Contentieux des Etrangers ajoute que « le droit au respect de la vie privée et familiale garanti par l'article 8 CEDH n'est pas absolu. La Cour EDH a, à plusieurs reprises, rappelé que la CEDH ne garantit pas, en tant que telle, pour un étranger le droit d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH, 09.10.2003, Slivenko contre Lettonie, point 115 et Cour EDH, 24.06.2014, Ukaj

contre Suisse, point 27) » (CCE, arrêt n°276.678 du 30.08.2022). Enfin, « le même raisonnement que celui adopté quant à l'article 8 CEDH doit être tenu s'agissant de l'article 22 de la Constitution, qui consacre fondamentalement les mêmes droits que la première disposition citée » (CCE, arrêt n°300.545 du 24.01.2024).

Compte tenu des éléments de motivation repris ci-dessus, la présente requête est irrecevable, faute de circonstance exceptionnelle avérée.

En conclusion, [la partie requérante] ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable ».

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire (ci-après : la seconde décision attaquée)

« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants : en vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, [la partie requérante] demeure dans le Royaume sans être porteu[se] des documents requis par l'article 2 : [elle] n'a effectivement pas de passeport valide muni d'un visa en cours de validité.

MOTIF DE LA DECISION :

Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le Ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné (article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980). La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

L'intérêt supérieur de l'enfant : [la partie requérante] est majeur[e] et l'analyse de son dossier ne permet pas de constater qu'[elle] aurait un enfant mineur sur le territoire du Royaume.

La vie familiale : [la partie requérante] argue qu'[elle] a noué des attaches en Belgique. Notons toutefois qu'une séparation temporaire de [la partie requérante] d'avec ses attaches en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans son droit à la vie familiale. Un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger, en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens privés et familiaux [de la partie requérante], mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation. Ajoutons que rien n'empêche [la partie requérante] de garder contacts d'avec ses proches en Belgique à l'aide des moyens de communication modernes.

L'état de santé : L'analyse du dossier de [la partie requérante] permet de conclure qu'il n'y [sic] pas d'éléments médicaux qui l'empêcheraient de retourner temporairement au pays d'origine ou de résidence à l'étranger, en vue d'y lever les autorisations requises.

Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire».

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1 La partie requérante prend, **à l'encontre de la première décision attaquée, ce qui s'apparente à un premier moyen**, de la violation des articles 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte), de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après : la CEDH), du « devoir de minutie et de prudence ainsi que du principe de légitime confiance en tant que composantes du principe de bonne administration, et du principe selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause », et du « principe général de droit de l'autorité de la chose jugée » ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

2.2 Après des considérations théoriques relatives à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs, à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et à la notion de circonstances exceptionnelles, la partie requérante fait valoir que « [l]a partie adverse fait état d'éléments de motivation inadéquats pour évacuer les éléments soulevés par [la partie requérante], à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, et méconnaît notamment l'autorité de la chose jugée de l'arrêt n° 315.028 du 17 octobre 2024, d[u] Conseil ».

2.3 Dans une deuxième branche, la partie requérante soutient que « la motivation de la décision attaquée, relative à la longueur du séjour [de la partie requérante] et de son intégration en Belgique, ainsi qu'à son **activité professionnelle**, ne relève pas que la partie adverse a pris en compte la situation propre [à la partie requérante]. En effet, la partie adverse s'est contentée de citer des extraits de jurisprudence sans exposer en quoi les enseignements qui en découlent justifient qu'elle considère que lesdits éléments ne constituent pas des circonstances exceptionnelles empêchant ou rendant difficile le retour temporaire [de la partie requérante] dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour. Au sujet de l'invocation de l'activité professionnelle [de la partie requérante], la partie adverse ne la juge même pas. Précisément, il est uniquement indiqué que : « *Alors qu'[elle] se trouvait successivement engagé[e] dans plusieurs procédures d'asile et donc autorisé[e] au séjour, [elle] a été autorisé[e] à travailler et a ainsi entamé, en juillet 2011, une occupation professionnelle au sein de la société « [...] SA » auprès de laquelle [elle] a eu un contrat de travail à durée indéterminée, conclu le 28 août 2011. [Elle] joint à sa demande des documents qui prouvent que cette relation professionnelle est toujours actuellement engagée. En raison de son travail, [elle] a en outre payé ses impôts plusieurs années* ». Cette articulation de faits est avancée, sans qu'il ne soit tiré une quelconque conclusion de celle-ci. L'arrêt d'annulation du [Conseil], n° 315 028 du 17 octobre 2024, précisait déjà que : « S'agissant tout particulièrement de l'invocation de l'activité professionnelle du requérant, à titre de circonstance exceptionnelle, eu égard au fait que, d'une part, le contrat de travail, conclu alors qu'il était en possession d'un permis de travail est toujours en cours d'exécution, près de douze ans après sa conclusion, et d'autre part, qu'il a payé des impôts en Belgique en raison de cette activité, le simple constat de ce qu'il n'est pas titulaire d'une autorisation de travail ne peut suffire à cet égard ». **Omettre d'analyser cet élément primordial suffit encore moins** ». La partie requérante en conclut que « [l]a partie adverse n'a pas suffisamment motivé la décision attaquée quant aux éléments invoqués ».

3. Discussion

3.1 **Sur la deuxième branche du premier moyen**, relatif à la première décision attaquée, ainsi circonscrite, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Le Conseil souligne que si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation.

Enfin, le Conseil rappelle que le Conseil d'Etat a jugé que l'autorité de chose jugée, qui s'attache à un arrêt d'annulation, « interdit à l'autorité de reprendre le même acte sans corriger l'irrégularité qui a entraîné l'annulation »¹, « interdit la répétition, à l'occasion de la réfection d'un acte, d'une illégalité identique à celle

¹ C.E., 17 octobre 2012, n° 221.068.

qui a déterminé l'annulation »², et « implique la disparition rétroactive, *erga omnes*, de l'acte annulé, et l'interdiction de refaire cet acte sans tenir compte des motifs de l'annulation »³. La violation de cette autorité de chose jugée, qui est d'ordre public, est relevée par la partie requérante dans son moyen.

3.2 En l'espèce, la partie défenderesse estime, dans la première décision attaquée, que les éléments invoqués par la partie requérante dans sa demande d'autorisation de séjour visée au point 1.9 « *ne constituent pas une circonstance exceptionnelle* ».

La partie requérante conteste notamment cette décision en ce que, s'agissant de son activité professionnelle, la partie défenderesse « ne la juge même pas » dès lors qu'elle se limite à faire une « articulation de faits [...] sans qu'il ne soit tiré une quelconque conclusion de celle-ci ». Elle rappelle le contenu de l'arrêt n° 315 028 du 17 octobre 2024 « s'agissant tout particulièrement de l'invocation de l'activité professionnelle [de la partie requérante] », estime qu'« omettre d'analyser cet élément primordial suffit encore moins » et en conclut que la partie défenderesse « n'a pas suffisamment motivé la décision attaquée quant aux éléments invoqués ».

3.3.1 Ainsi qu'il l'a déjà relevé dans son arrêt n° 315 028 du 17 octobre 2024, le Conseil constate qu'il ressort du dossier administratif, qu'à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.9, la partie requérante a fait valoir ce qui suit au titre de circonstances exceptionnelles justifiant qu'elle introduise sa demande sur le territoire belge :

« [La partie requérante] a quitté son pays, la Guinée, il y a plus de douze ans.

Très vite après son arrivée, [elle] a entamé son processus personnel d'intégration en Belgique.

[Elle] a ainsi participé à un cours d'orientation sociale (annexe 3 : « attest van deelname ») et suivi des cours de néerlandais (annexe 4 : attestations de suivi dd 10.11.2009 et 18.01.2010).

Alors qu'[elle] se trouvait engagé[e] dans la procédure d'asile et qu'[elle] était, à ce titre, autorisé[e] à travailler en Belgique, [elle] a entamé en juillet 2011 une occupation professionnelle au sein de la société [... SA].

Cette occupation, confirmée par un contrat de travail conclu le 28.08.2011 (annexe 5), n'a jamais cessé et cela fait donc maintenant plus de dix ans que [la partie requérante] travaille de façon ininterrompue (annexe 6 : fiches de paie de janvier à septembre 2021 et comptes individuels des années antérieures). En raison de cette occupation salariée, [elle] paye chaque années des impôts (annexe 7 : avertissements-extraits de rôle des exercices d'imposition 2013 à 2016 et 2020).

[La partie requérante] démontre ainsi non seulement son employabilité, c'est-à-dire sa volonté et sa capacité à subvenir à ses besoins par l'exercice d'une activité rémunérée, mais aussi les richesses qu'[elle] peut procurer à sa société d'accueil. [...]

[La partie requérante] joint [...] à sa demande quelques témoignages faisant état de ses qualités (annexe 8).

Ainsi, [la partie requérante] prouve avoir développé en Belgique un ancrage local durable, au fur et à mesure que les attaches s'amenuisaient avec la Guinée, pays qu'[elle] a quitté il y a douze ans et qu'[elle] n'a plus foulé depuis.

Au contraire, c'est en Belgique que [la partie requérante] mène une vie privée.

[...]

En vertu des éléments précités, il serait extrêmement préjudiciable à [la partie requérante] d'être contraint[e] de retourner dans son pays d'origine ».

3.3.2 Par ailleurs, le Conseil observe qu'en annexe à cette demande, la partie requérante a notamment produit les éléments suivants :

- un contrat de travail à durée indéterminée signé le 28 août 2011, dont il ressort qu'elle travaille dans la société [...SA] depuis cette date,
- les fiches de paie des mois de janvier, février, et avril à septembre 2021,
- les comptes individuels relatifs aux années 2013 à 2020,
- et les avertissements-extraits de rôle qui lui ont été adressés de 2013 à 2016, ainsi qu'en 2021.

Lors de la première actualisation de cette demande, le 9 février 2022, la partie requérante a en outre produit :

- les fiches de paie des mois de novembre 2021 à janvier 2022,
- et les fiches relatives aux primes de remplacement perçues entre octobre 2020 et janvier 2022.

Lors de la seconde actualisation de cette demande, le 21 novembre 2024, la partie requérante a encore précisé et fait valoir les éléments suivants en tant que circonstance exceptionnelle justifiant qu'elle introduise sa demande sur le territoire belge :

² C.E., 8 mai 2013, n° 223.452.

³ C.E., 11 décembre 2009, n° 198.829.

« Alors qu[e la partie requérante] se trouvait engagé[e] dans la procédure d'asile et qu'[elle] était, à ce titre, autorisé[e] à travailler en Belgique, [elle] a commencé à travailler de manière déclarée en 2011, et continue de travailler de manière déclarée à ce jour.

[La partie requérante] travaille depuis plus de treize ans, de manière ininterrompue.

[Elle] paie par ailleurs chaque année ses impôts ici en Belgique et contribue ainsi à l'intérêt général.

[Elle] n'a pas quitté le territoire depuis son arrivée en 2009, où [elle] y a établi le centre de ses intérêts économiques, sociaux et affectifs.

[...]

Ce témoignage met également en avant le fait que [la partie requérante] travaille de façon déclarée et paie chaque année ses impôts, de sorte qu'[elle] agit inéluctablement dans l'intérêt général.

L'intégration locale durable indubitable [de la partie requérante] constitue un empêchement à retourner dans son pays d'origine, la Guinée ».

3.4 Dans la première décision attaquée, la partie défenderesse ne conteste pas la longueur du séjour, ni la réalité des liens sociaux et des éléments d'intégration socio-économique, invoqués. Elle reconnaît également qu' « *[a]lors qu'[e la partie requérante] se trouvait successivement engagé[e] dans plusieurs procédures d'asile et donc autorisé[e] au séjour, [elle] a été autorisé[e] à travailler et a ainsi entamé, en juillet 2011, une occupation professionnelle au sein de la société '[...] SA' auprès de laquelle [elle] a eu un contrat de travail à durée indéterminée, conclu le 28.08.2011. [Elle] joint à sa demande des documents qui prouvent que cette relation professionnelle est toujours actuellement engagée. En raison de son travail, [elle] a en outre payé ses impôts plusieurs années ».*

En outre, le Conseil observe qu'il ressort d'une note figurant au dossier administratif, « soumis[e] pour décision » au Directeur général de la partie défenderesse que « les points d'attention », dans le dossier de la partie requérante, sont notamment :

«

- Long séjour (15 ans) avec AI et permis de travail ;
- Intégration socio-économique : CDI au sein de la société [... SA] » (le Conseil souligne).

3.5.1 Toutefois, force est de constater, avec la partie requérante, que la motivation de la première décision attaquée, si elle aborde le séjour prolongé de la partie requérante et ses attaches sociales durables sur le territoire belge, n'aborde, par contre, aucunement l'activité professionnelle invoquée par la partie requérante à titre de circonstance exceptionnelle.

Alors que la partie défenderesse est bien informée et reconnaît même le « [l]ong séjour (15 ans) [de la partie requérante] avec AI et permis de travail » et son intégration socio-économique en raison d'un contrat de travail à durée indéterminée toujours en cours d'exécution plus de quatorze ans après sa signature, la première décision attaquée reste muette sur ces éléments qui, contrairement à ce que soutient la partie défenderesse en termes de note d'observations, ont bien été invoqués en tant que tels comme circonstance exceptionnelle à l'appui de la demande et de ses compléments.

La motivation de la première décision attaquée est donc insuffisante.

Il en va d'autant plus ainsi que, dans son arrêt d'annulation n° 315 028 du 17 octobre 2024, le Conseil avait déjà jugé que « [s]'agissant tout particulièrement de l'invocation de l'activité professionnelle du requérant, à titre de circonstance exceptionnelle, eu égard au fait que, d'une part, que le contrat de travail, conclu alors qu'il était en possession d'un permis de travail est toujours en cours d'exécution, près de douze ans après sa conclusion, et d'autre part, qu'il a payé des impôts en Belgique en raison de cette activité, le simple constat de ce qu'il n'est pas titulaire d'une autorisation de travail ne peut suffire à cet égard ».

À l'instar de la partie requérante, le Conseil relève que l'absence de motivation à cet égard suffit encore moins.

3.5.2 Le Conseil rappelle que, dans son arrêt n° 315 028 du 17 octobre 2024, il a annulé la précédente décision déclarant irrecevable la demande visée au point 1.9 pour les motifs suivants :

- « En conclusion, le Conseil estime que la partie défenderesse a répondu de manière stéréotypée à la demande du requérant, sans circonstancier la première décision attaquée eu égard à sa situation individuelle et à tous les éléments dont il s'était prévalu, ainsi qu'au fait qu'« il [lui] serait extrêmement préjudiciable [...] d'être contraint de retourner dans son pays d'origine ».

En réponse à la note d'observations, le Conseil avait encore précisé que « la motivation de la première décision attaquée, relative à la longueur [du séjour] du requérant et de son intégration en Belgique, ainsi qu'à son activité professionnelle, ne révèle pas que la partie défenderesse a pris en compte la situation particulière du requérant. En effet, la partie défenderesse s'est contentée de citer des extraits de jurisprudence sans exposer en quoi les enseignements qui en découlent justifient qu'elle considère que lesdits éléments constituent des circonstances exceptionnelles empêchant ou rendant difficile le retour temporaire du requérant dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour ».

- En réponse à la note d'observations, le Conseil avait également jugé que « [s]’agissant tout particulièrement de l’invocation de l’activité professionnelle du requérant, à titre de circonstance exceptionnelle, eu égard au fait que, d’une part, que le contrat de travail, conclu alors qu’il était en possession d’un permis de travail est toujours en cours d’exécution, près de douze ans après sa conclusion, et d’autre part, qu’il a payé des impôts en Belgique en raison de cette activité, le simple constat de ce qu’il n’est pas titulaire d’une autorisation de travail ne peut suffire à cet égard ».

En ce qui concerne l’invocation de l’activité professionnelle de la partie requérante à titre de circonstance exceptionnelle, la première décision attaquée ne comporte, quant à elle, aucune motivation – donc aucune motivation prenant en compte la situation particulière de la partie requérante tenant compte du fait, « d’une part, que le contrat de travail à durée indéterminée, conclu alors que la partie requérante était en possession d’un permis de travail est toujours en cours d’exécution plus de quatorze ans après sa conclusion et, d’autre part, que la partie requérante a payé des impôts en Belgique en raison de cette activité ».

Ce faisant, en prenant la première décision attaquée, la partie défenderesse n’a pas corrigé l’illégalité relative notamment à la motivation concernant l’activité professionnelle de la partie requérante relevée dans l’arrêt n° 315 028 du 17 octobre 2024 et a ainsi également méconnu l’autorité de chose jugée qui s’attache à l’arrêt du Conseil susmentionné.

3.6 Dans sa note d’observations, la partie défenderesse fait valoir que « [e]n ce qui concerne l’insertion professionnelle de la partie requérante, la partie défenderesse considère que cet élément n’a pas été invoqué en tant que tel comme circonstance exceptionnelle à l’appui de la demande, mais dans le but de justifier son processus personnel d’intégration. La partie défenderesse ne devait donc pas examiner l’insertion professionnelle sous un autre angle que celui de l’intégration. La partie défenderesse rappelle à cet égard que la légalité d’une décision s’apprécie en fonction des éléments dont disposait l’autorité au moment où elle a statué, et non en fonction d’éléments qui sont postérieurs à sa décision et qu’elle ne pouvait forcément qu’ignorer. A titre subsidiaire, la partie défenderesse n’aperçoit pas l’intérêt du grief puisque la partie requérante n’est plus titulaire d’une autorisation de travail. Or, en vertu des lois et règlements en vigueur, l’octroi d’une autorisation est indispensable pour pouvoir exercer une activité professionnelle. Quoi qu’il en soit, une promesse d’embauche, l’exercice d’un travail saisonnier, d’un travail sous contrat à durée déterminée, d’un travail bénévole ou d’un quelconque travail, sans posséder les autorisations requises à cet effet ne doit pas être analysé *per se* comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour dans le pays d’origine. En outre, ne constituent pas de telles circonstances ni l’intégration socioprofessionnelle de la partie requérante, spécialement alors que la signature des contrats de travail était subordonnée à la régularité de son séjour, ni la longueur de leur séjour sur le territoire. L’exercice d’une activité lucrative ou l’existence d’une perspective d’emploi ne constituent pas des circonstances exceptionnelles. Cet élément ne peut donc être retenu comme une circonstance exceptionnelle ».

Cette argumentation n’est pas de nature à énerver les constats qui précèdent et ne peut, en tout état de cause, pas être suivie, dans la mesure où elle tend à justifier *a posteriori* la première décision attaquée, ce qui ne peut être admis en vertu du principe de légalité.

3.7 La deuxième branche du premier moyen, relatif à la première décision attaquée, est dès lors fondée et suffit à l’annulation de la première décision attaquée. Il n’y a pas lieu d’examiner les autres branches du premier moyen qui, à les supposer fondées, ne pourraient entraîner une annulation de cette décision aux effets plus étendus.

3.8.1 L’ordre de quitter le territoire, pris à l’encontre de la partie requérante, constituant l’accessoire de la première décision attaquée, qui lui a été notifié à la même date, il s’impose de l’annuler également. En effet, dès lors que la décision d’irrecevabilité d’une demande d’autorisation de séjour, attaquée, est annulée par le présent arrêt, de manière rétroactive, ladite demande doit être considérée comme étant pendante au moment où la partie défenderesse a adopté la seconde décision attaquée.

À cet égard, il convient de rappeler que la partie défenderesse est tenue par les obligations générales de motivation formelle et de bonne administration qui lui incombent, lorsqu'elle prend une décision administrative individuelle, et ainsi, notamment, de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents qui sont portés à sa connaissance au moment où elle statue⁴. De surcroît, la partie défenderesse ne peut, lorsqu'elle prend un ordre de quitter le territoire, se contenter du seul constat du séjour irrégulier mais doit tenir compte d'autres facteurs, notamment les éléments de la vie familiale de l'intéressé.

Le Conseil rappelle en outre que le Conseil d'État a déjà jugé que « dès lors que la partie adverse avait formé une demande d'autorisation de séjour, basée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, il appartenait à la partie requérante [...] de statuer sur cette demande avant d'adopter un ordre de quitter le territoire. En effet, la partie requérante ne pouvait exclure *a priori* qu'elle ne ferait pas droit à la demande précitée. Or, si elle avait autorisé la partie adverse au séjour sur la base de l'article 9bis précité, cette dernière n'aurait pas séjourné de manière irrégulière de telle sorte que la partie requérante n'aurait pas été appelée à lui enjoindre de quitter le territoire en application des articles 52/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 7, alinéa 1^{er}, 1° à 12°, de la loi du 15 décembre 1980 »⁵. Si on ne peut, certes, reprocher à la partie défenderesse d'avoir considéré qu'une issue négative avait été apportée à la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante, lors de la prise de la seconde décision attaquée, le Conseil ne peut, pour sa part, ignorer l'annulation qu'il a lui-même prononcée dans cette affaire et les conséquences qui en découlent pour la présente cause. Dans un souci de sécurité juridique, l'ordre de quitter le territoire attaqué doit donc être annulé.

3.8.2 Il n'y a pas lieu d'examiner ce qui s'apparente à un second moyen, relatif à la seconde décision attaquée, qui, à le supposer fondé, ne pourrait entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.8.3 L'argumentation développée dans la note d'observations de la partie défenderesse, en réponse au second moyen, relatif à la seconde décision attaquée, n'est pas de nature à énerver le raisonnement qui précède, dans la mesure où sont uniquement en cause les effets s'attachant au présent arrêt, qui annule la première décision attaquée.

4. Débats succincts

4.1 Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2 Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et l'ordre de quitter le territoire, pris le 6 décembre 2024, sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux décembre deux mille vingt-cinq par :

Mme S. GOBERT,

présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

⁴ En ce sens, C.E., 1^{er} octobre 2009, n° 196.577.

⁵ En ce sens, C.E., 4 juin 2015, n° 231.443.

Mme E. TREFOIS,

La greffière,

E. TREFOIS

greffière.

La présidente,

S. GOBERT